

hebdomadaire

n° 3031 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

FRANÇOIS HOLLANDE SUCCÈDE À NICOLAS SARKOZY

REVENDIQUER, C'EST NORMAL

Emploi, pouvoir d'achat, services publics, retraites, protection sociale... FO persiste et signe, au lendemain de l'élection présidentielle.

L'ÉDITORIAL

de Jean-Claude Mailly

Avec un taux de participation élevé, les citoyens ont élu François Hollande président de la République. La démocratie s'est exprimée. Compte tenu de la situation économique et sociale générale (tant nationale qu'euro-péenne et internationale), l'état de grâce est déjà terminé.

Indépendants pendant la campagne électorale sans être neutres –puisque nous avons rappelé nos positions et revendications–, nous sommes aujourd'hui pleinement libres de notre comportement syndical.

Les dossiers à venir sont lourds.

Le dossier européen d'abord, car il conditionne la politique économique et sociale qui sera mise en œuvre en France et ailleurs.

*Lire l'intégralité de l'éditorial
page 4*

AGIR événements

62 ans pour les hommes
et 63,5 pour les femmes:
l'espérance de vie
en bonne santé recule.

Lire page 3

DOSSIER pages centrales

Les comités d'entreprise (CE)
jouent un rôle décisif dans le
quotidien des salariés et sont
confrontés à la montée en
puissance des risques
psychosociaux.

MONTRER enquête

Flambée des tarifs, disparités
régionales, opacité
des matériaux utilisés et
capitulation des pouvoirs
publics expliquent pourquoi
les soins dentaires sont
devenus inabordables.

Lire pages 13 à 16



Photo: FO Hebdo/G. Ducrot



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

LES ATTENTES SONT NOMBREUSES, ELLES S'EXPRIMENT ET S'EXPRIMERONT

Avec un taux de participation élevé, les citoyens ont élu François Hollande président de la République. La démocratie s'est exprimée.

Compte tenu de la situation économique et sociale générale (tant nationale qu'européenne et internationale), l'état de grâce est déjà terminé.

Indépendants pendant la campagne électorale sans être neutres – puisque nous avons rappelé nos positions et revendications –, nous sommes aujourd'hui pleinement libres de notre comportement syndical.

Les dossiers à venir sont lourds.

Le dossier européen d'abord, car il conditionne la politique économique et sociale qui sera mise en œuvre en France et ailleurs.

Nos positions sont connues et on ne peut pas se satisfaire d'un complément aux traités d'austérité, c'est la logique même de l'austérité qu'il faut remettre en cause. Le moment est propice, y compris s'il faut taper du poing sur la table compte tenu de la situation en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Italie.

Viendra aussi la question du SMIC et du pouvoir d'achat des salaires dans le public et le privé, celle de l'emploi avec le risque de plans sociaux, celle de l'avenir du service public républicain avec l'arrêt de la RGPP puis une vraie évaluation. Rapidement

également va venir une première approche du dossier retraites. Nos positions sont connues.

Dans une première étape le futur gouvernement entend, pour les carrières longues, rétablir le droit de partir à taux plein à 60 ans. Reste à savoir s'il prendra en compte les périodes cotisées ou les périodes cotisées et validées, ce que nous demandons.

Ne pas retenir les périodes validées serait discriminatoire et injuste. N'entreraient pas, en effet, en ligne de compte les périodes de chômage, de congé parental d'éducation, de maladie ou d'accident du travail de plus d'un an ou les deux ans de validation dans le privé pour une femme ayant eu un enfant.

Sur le plan de la méthode, il serait par ailleurs opportun que tout ne se décide plus à l'Élysée. Il faut que le président préside et que le gouvernement gouverne. C'est aussi une question de démocratie.

La question de la modification de la Constitution pour «encadrer» la démocratie sociale n'est pas dans nos préoccupations. Nous considérons même qu'elle serait dangereuse en mélangeant les rôles et responsabilités.

Les syndicats et le patronat négocient, les députés légifèrent. Mélanger les responsabilités conduirait au corporatisme politique.

On ne peut être gouvernants et gouvernés.

Les attentes sont nombreuses, elles s'expriment et s'exprimeront.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Élection: Le bulletin de vote républicain sous-traité au privé.
Espagne: Les journalistes lourdement frappés par la crise.

Page 3

Étude: Une retraite pour vivre en bonne santé.
Trois questions à... Philippe Pihet, Secrétaire confédéral FO chargé du secteur Retraite:
«La retraite favorise l'augmentation de l'espérance de vie.»

Page 4

Les attentes sont nombreuses, elles s'expriment et s'exprimeront, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Commerce: La Coop d'Alsace menacée de démantèlement.
Eure-et-Loir: Dreux: la chirurgie de nuit sauvée par la mobilisation.

Page 6

Sciences: La France prête à lâcher les satellites qui scrutent la Terre.
Banque: Les commerciaux de LCL veulent être payés.

Page 7

Élections dans les très petites entreprises: FO dénonce le raidissement d'une partie du patronat dans les négociations.
Christelle: «Je note toutes mes heures sur un carnet.»

SAVOIR

Page 10

Les droits:
Utilisation du budget de fonctionnement du comité d'entreprise: tout n'est pas permis!
Consommation:
Huiles essentielles: une médecine pas si douce.

RESPIRER

Page 11

La vie en bleu:
L'épopée du blue jeans.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Sous la campagne les restructurations.

MONTRER

Pages 13 à 16

Prothèses dentaires:
Des tarifs qui font grincer des dents.

/ DOSSIER

Pages 8 et 9

Grand rassemblement des comités d'entreprise FO:
Les CE confrontés aux suicides au travail et menacés de fusion-confusion.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

TPE

Gros plan sur...

LES FLEURISTES

ÉLECTIONS DANS LES TRÈS
PETITES ENTREPRISES

FO dénonce le raidissement d'une partie du patronat dans les négociations

Pour le représentant syndical au sein de la branche, il y a pourtant fort à faire pour améliorer le sort des salariés fleuristes, notamment en regard de la pénibilité croissante provoquée par les évolutions récentes du métier.

«Fleuriste est un beau métier, encore faut-il pouvoir l'exercer dans de bonnes conditions.» C'est la conviction de Gérard Paucod, du Syndicat national des personnels des activités végétales, florales et annexes (SNPAVFA-FO), affilié à la FGTA FO. Le responsable syndical sait de quoi il parle puisqu'il a été lui-même un salarié pendant plus de quarante ans chez des fleuristes traditionnels (indépendants). À l'origine du premier syndicat de la profession en 1972, il n'a jamais cessé de se battre pour consolider la convention collective du secteur, dont la particularité est de couvrir aussi les conditions d'emploi, de travail et de formation des salariés de «la vente et des ser-

vices des animaux familiers (animalerie)». «Il y a encore beaucoup à faire pour améliorer le sort des salariés... surtout au vu de l'évolution récente du secteur», lance-t-il, avant de dénoncer l'essor de grandes surfaces à la périphérie des agglomérations, au détriment des petits commerces et des marchés aux fleurs des centres-villes.

«Depuis une vingtaine d'années, les enseignes de fleuristes ont dénaturé le métier» déplore ainsi Gérard Paucod, il en veut pour preuve la profusion de «libres-services», où les salariés sont cantonnés à la manutention (approvisionnement des couloirs de rayons) sans avoir parfois aucun contact avec la clientèle. Or, rappelle-t-il, «être fleuriste, à la base, c'est prendre soin des plantes mais aussi des attentes des clients (personnalisation des compositions florales de la clientèle)». Pour lui, au-delà de la regrettable perversion des «valeurs traditionnelles du métier (standardisation à outrance des produits et des services), cette évolution a provoqué une dégradation des conditions de travail à laquelle n'échappent plus les salariés des TPE. Il cite en vrac «l'amplitude des horaires, la dévalorisation du métier ma-

nuel (gestes répétitifs), la déshumanisation des contacts avec les clients, le problème de la pénibilité (position debout, froid, humidité, port de charges lourdes), la pression au chiffre, la hausse des temps de trajet domicile-travail...». Autant de sujets sur lesquels le patronat rechigne à négocier avec les syndicats. À propos des négociations de branche, FO observe un raidissement de la partie patronale, sous la pression d'une nouvelle organisation d'employeurs représentant les grandes entreprises d'animaleries. Les syndicats de salariés ont ainsi eu un mal fou à concrétiser une mutuelle santé obligatoire, dont la mise en place est désormais prévue pour le mois de juin 2012. Quant aux salaires «les propositions du patronat sont en dessous de tout. Ce n'était pas arrivé depuis 2000», dénonçait Gérard Paucod le 2 mai, à la veille d'une ultime réunion de négociation. Prochain sujet de négociation à son agenda social: la reconnaissance de la pénibilité dans le secteur.



Gérard Paucod, FGTA FO



CHRISTELLE

«Je note toutes mes heures sur un carnet»

À 24 ans, Christelle est une fleuriste qualifiée. Après être passée sans enthousiasme par des grandes enseignes du secteur, elle a intégré en 2010 un petit commerce indépendant de l'Est parisien où elle est l'unique salariée.

en dehors des apprentis et des stagiaires, qui viennent chaque année découvrir les ficelles du métier. En règle générale, mes relations avec eux sont plutôt bonnes, même si je pense parfois que je devrais m'imposer plus dans certaines situations.

FO Hebdo: À quoi faites-vous allusion?

Christelle: Par exemple, ça a été toute une histoire pour placer un siège dans la boutique afin de m'éviter de rester debout toute la journée. C'est le copain tapissier du coin qui a fini par me donner un tabouret! Je n'ai pas non plus de lieu dédié pour mes pauses repas. Je dois me satisfaire d'un réduit à l'arrière du magasin, où

s'empilent les produits d'entretien des plantes. Mon problème majeur reste le froid en hiver. Là aussi, j'ai dû «batailler» pour obtenir l'installation d'un petit radiateur.

FO Hebdo: In fine, connaissez-vous bien vos droits et sont-ils respectés?

Christelle: Il m'est arrivé de feuilleter la convention collective. J'en ai retenu qu'elle encadrait bien les qualifications, les salaires et la durée de travail, mais qu'elle péchait par l'absence d'une mutuelle santé ou de titres-restaurants. Quant à mes droits, ils sont respectés. L'an dernier, j'ai suivi une formation d'étalagiste et de packaging. Sinon, je fais en sorte que mes jours de récup' et mes

heures sup' soient entièrement compensés, sur la foi d'un carnet, où je note toutes mes heures. Enfin, j'ai pu négocier une augmentation au bout de la première année.

FO Hebdo: Avez-vous entendu parler des élections syndicales dans les TPE?

Christelle: Non, et c'est sans doute parce que, en général, je ne me suis jamais intéressée à aucune élection. C'est probablement un tort. Pour moi, les syndicats sont surtout utiles dans les grandes entreprises. Mais si ces élections devaient apporter quelque chose, ce serait de donner (enfin) plus de poids aux salariés des petits commerces.

FO Hebdo: Quels sont vos rapports avec vos employeurs?

Christelle: Depuis juin 2010, J'apprends beaucoup au contact de ce couple d'artisans fleuristes. Étant également horticulteurs, ils m'offrent notamment une connaissance sans pareille de la flore. Je suis leur seule employée

CARTOGRAPHIE DE LA BRANCHE DES FLEURISTES (rapport 2011)

Numéro de la convention collective (IDCC): 1978

- 14 841 entreprises;
- 85,9% des entreprises exercent comme activité principale un commerce de détail de fleurs et de plantes;
- 54,9% sont des entreprises en nom personnel (artisan);
- 19 294 salariés, dont 18 311 sont au statut d'employés, (95%);

- Nombre moyen de salariés par entreprise: 1,3;
- 98,9% des entreprises emploient moins de 10 salariés;
- 53,3% des entreprises n'ont aucun salarié;
- 84% des salariés sont en CDI;
- 83% des salariés sont des femmes.

Part des salariés à temps partiel:

- 22% d'hommes;
- 24% de femmes.

CLASSIFICATIONS PROFESSIONNELLES

- Assistant fleuriste (sans diplôme);
- Fleuriste qualifié;
- Fleuriste très qualifié;
- Fleuriste hautement qualifié;
- Fleuriste expert.

SALAIRES

Salaire moyen annuel (non-cadre):
10 001 euros.
Minimum conventionnel:
1 400 euros brut mensuels.

ACCORD SUR L'EMPLOI DES SENIORS (2009)

- Mesures en faveur de l'amélioration des conditions de travail et de la prévention de la pénibilité;

- Mesures en faveur de la transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat.

PROTECTION SOCIALE

Mutuelle santé à partir de l'été 2012.

POUR TOUT CONTACT

Gérard Paucod
Syndicat national des personnels des activités végétales, florales et annexes (SNPAVFA FO)
7, passage Tenaille 75680
Paris Cedex 14
Tél.: 01 40 52 85 10
Mail gpaucod.sn timer p avf fo

LES DROITS

Budget

CE

Subvention

Frais

Le comité d'entreprise est une structure suffisamment importante pour qu'on prenne toutes les précautions quand il s'agit de son fonctionnement. Et plus précisément quant à son budget de fonctionnement. Celui-ci répond à des critères assez précis, bien que la loi ait laissé des zones grises. Il ne faut pas en déduire que

tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. C'est ce que vient de rappeler la Cour de cassation. Les hauts juges ont ainsi précisé que si la loi n'avait pas tout prévu à la lettre près, on ne pouvait cependant en trahir l'esprit en utilisant le CE à des fins autres que les siennes.

UTILISATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ D'ENTREPRISE: TOUT N'EST PAS PERMIS

Quelles sont les activités ou dépenses qui peuvent être imputées sur le budget de fonctionnement du comité d'entreprise (CE)? Dans une décision du 27 mars 2012, qui sera publiée au rapport annuel, la Cour de cassation répond à cette question cruciale (Cass. soc., 27 mars 2012, n°11-10825, PBR).

Pour certaines dépenses, le Code du travail prévoit expressément que celles-ci sont imputées sur le budget de fonctionnement. Il s'agit: - des frais occasionnés par le recours aux experts appelés par le CE à préparer ses travaux (art. L. 2325-41 du Code du travail); - des frais de formation économique des membres titulaires du CE (art. L. 2325-44 du Code du travail).

Pour les autres types de dépenses, le législateur est resté désespérément muet. Ce sont les magistrats qui ont été chargés de déterminer les dépenses qui peuvent ou non être prises sur le budget de fonctionnement du CE.

Dans sa décision du 27 mars dernier, la Cour de cassation indique que «si le comité d'entreprise décide librement de l'utilisation des fonds reçus au titre de son budget de fonctionnement, ses dépenses doivent s'inscrire dans le cadre du fonctionnement du comité d'entreprise et de ses missions économiques». Elle poursuit en énonçant que «si la subvention de fonc-

tionnement peut être affectée à la prise en charge d'actions de formation ou d'achat de presse au profit des membres du comité d'entreprise, cette prise en charge doit se rattacher aux attributions économiques du comité».

En l'espèce, un comité d'entreprise avait décidé par deux délibérations de financer des actions de formation et des abonnements de presse se rattachant à l'exercice de fonctions de nature syndicale. Le président du comité d'entreprise avait saisi en référé le tribunal de grande instance, arguant d'un trouble manifestement illicite. Il demandait la suspension des deux délibérations litigieuses.

La Cour de cassation, confirmant la décision des juges du fond, fait droit à la demande de l'employeur. Les actions de formation et les abonnements de presse étaient sans lien avec les attributions économiques du CE. Ils se rattachaient uniquement à l'exercice de fonctions de nature syndicale et bénéficiaient également en partie à des représentants syndicaux extérieurs au comité. Pour entrer dans le budget de fonctionnement du CE, les actions de formation et les abonnements de presse doivent donc traiter, au moins en partie, des attributions économiques du CE et ne bénéficier qu'aux seuls membres du CE, élus ou désignés.

COMITÉ D'ENTREPRISE (CE)

Institution représentative du personnel. Composé du chef d'entreprise, de représentants élus du personnel et, le cas échéant, de représentants syndicaux. Obligatoire dès 50 salariés. Peut être consulté facultativement au niveau économique et social. Doit être informé et consulté avant toute décision sur la marche générale et particulièrement l'emploi. Gère les activités sociales et culturelles.

RAPPORT ANNUEL

La Cour de cassation y publie, chaque année et conformément au Code de l'organisation judiciaire, les arrêts jugés les plus significatifs, des commentaires, ainsi que et notamment des suggestions de modifications législatives ou réglementaires.

PRÉSIDENT DU CE

Obligatoirement le chef d'entreprise ou son représentant.

BUDGET DE FONCTIONNEMENT (DU CE)

Distinct de la contribution aux activités sociales et culturelles, il est alimenté par la subvention de fonctionnement, qui légalement doit être versée tous les ans et être égale à au moins 0,2% de la masse salariale brute.

CONSOMMATION

HUILES ESSENTIELLES: UNE MÉDECINE PAS SI DOUCE

Souvent présentées comme la panacée, les huiles essentielles (HE), portées par la vague bio et bénéficiant d'une image de produit naturel et de médecine douce, n'en sont pas moins des produits actifs, certains très puissants, à ne pas prendre à la légère, bien que disponibles sans ordonnance et en vente libre, sans contrôle préalable. Leur utilisation en aromathérapie (soins par extraits aromatiques de plantes) est fortement déconseillée chez les jeunes enfants, les femmes enceintes ou allaitant, les personnes âgées, les asthmatiques, les épileptiques et les... chats. Contrairement aux chiens, ces derniers ne disposent pas d'une enzyme permettant d'en

éliminer les éléments toxiques, notamment les phénols, présents dans certaines des HE les plus puissantes, qui s'accumulent ainsi dans le foie. En règle générale, il faut savoir que les HE ne doivent pas être absorbées, appliquées sur la peau ou diffusées à l'état pur, certaines d'entre elles peuvent se montrer allergisantes, sinon irritantes. Avant de les appliquer sur la peau, on peut par exemple les diluer dans une huile végétale. Mais attention au soleil: certaines, particulièrement celles à base de zestes, sont photosensibilisantes et peuvent entraîner des dommages cutanés allant de disgracieuses tâches tenaces à des risques de cancer, et sont au mieux à employer

le soir ou trois ou quatre heures avant exposition aux rayons solaires.

Le problème est que l'on est vite noyé dans les huiles essentielles, dont le marché a explosé et que l'on trouve désormais un peu partout à profusion. Et il n'est pas aisé de distinguer les huiles à utiliser avec précaution des autres. En l'absence d'une réglementation sur l'étiquetage, que réclame l'INC (Institut national de la consommation), s'en remettre à un aromathérapeute avéré ou un pharmacien reste... essentiel.

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).